

Concours : « ça va mieux » ? Pénurie de professeurs !

SFSDPEP



Confédération Générale du
Travail FORCE OUVRIERE

**Section
fédérale des
syndicats
départemen
-taux des
personnels
de
l'enseigne
ment privé**

La ministre, avec ses prédécesseurs, V. Peillon, B.Hamon a beau fêter en grande pompe la refondation de l'école, le « ça va mieux » répété du soir au matin par l'ensemble des ministres, au regard de la réalité, elle a fait faillite.

Najat Vallaud-Belkacem est même obligée de lancer un nouveau site pour tenter en vidéo de présenter la vie des professeurs comme une île paradisiaque. Mais, las, les contre-réformes sont passées par là.

Tout particulièrement avec la réforme du collège, toujours rejetée par les personnels, et dont les organisations syndicales représentant 80% des personnels demandent l'abrogation.

Quand l'avenir n'est pas garanti, on hésite logiquement à s'engager comme professeurs dans certaines disciplines. Les étudiants ont bien lu la réforme : suppression d'un million d'heures en latin et grec, suppression massive des classes bilangues, par exemple.

Résultat des CAER et concours réservés déjà publiés, sur 1060 postes aux concours, seuls 950 ont été pourvus, soit 110 non pourvus. Et on constate que dans les académies dans lesquelles on supprime massivement les classes bilangues, il n'y a aucun admis aux concours internes et réservés.

A cela s'ajoutent les résultats complets de 2015. En effet les postes mis au concours avec des stagiaires à mi-temps et des stagiaires à temps plein correspondaient à 3449 ETP et on arrive au final à un différentiel de 470 ETP non pourvus. On pourrait mettre 100 000 postes au concours, cela ne changerait rien, car les conditions de rémunération, de formation, de travail sont telles que les candidats ne se bousculent pas. On constate cette année que sur les concours réservés seuls 34 sur les 65 postes offerts en maths seront pourvus.

FO, CGT, FSU, Solidaires sont engagés dans la grève interprofessionnelle et la préparation de la manifestation nationale du 14 juin pour exiger le retrait de la loi Travail.

Dans l'éducation nationale, les appels dans les départements, les établissements se multiplient.

Oui, faire reculer sur la loi El Khomri, c'est ouvrir la voie au retrait des contre-réformes qui détruisent l'Ecole et conduisent à la pénurie d'enseignants.

Tous en grève interprofessionnelle et manifestation nationale le 14 juin !